

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JUILLET 1926.

PROJET DE LOI CRÉANT LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. **BRUSSELMANS**.

MESSIEURS,

Les raisons qui ont déterminé le Gouvernement à déposer le projet de loi sur lequel vous avez à vous prononcer sont évidentes. Elles ont été abondamment discutées dans la presse et dans les réunions publiques. Votre rapporteur pourra donc se borner à les résumer.

L'État belge croit que le moment est venu de mobiliser un élément considérable de son avoir. Il compte de la sorte réaliser tout ensemble la consolidation d'une grande partie de sa dette flottante et une réforme administrative qui s'impose.

La tâche qui nous incombe est de créer un organisme indépendant de l'État, soustrait aux influences changeantes de la politique et offrant aux souscripteurs éventuels d'actions, toutes les garanties d'une exploitation industrielle profitable.

L'État a pris comme modèle les organismes similaires qui ont remplacé peu à peu les grands services économiques de la Colonie.

On sait que la création de ces sociétés a donné les meilleurs et dans certains cas, les plus brillants résultats.

Il fallait pour cela garantir à la nouvelle Société une réelle indépendance, c'est ce que fait le projet de loi.

Le Conseil d'administration de la Société Nationale des Chemins de fer gèrera ses intérêts avec la plus grande liberté. Cette indépendance nécessite cependant un contrôle.

Les Chemins de fer occupent dans la vie économique de la Nation une place trop considérable pour que l'État ne retienne certains droits.

(1) Projet de loi, n° 384.

Amendements, n° 397.

(2) La Section centrale, présidée par M. Hallet, était composée de MM. Wauwermans, Delattre, Franck, Lombard, Rubbens et Brusselmans.

Droits de contrôle des modes de sécurité, haute surveillance d'un patrimoine qui n'est pas cédé mais dont seule la jouissance est apportée au nouvel organisme, surveillance de la politique tarifaire suivie par la Société.

Il n'est pas un pays au monde où les actes de concessions de chemin de fer à des sociétés privées ne comprennent de semblables stipulations.

Il fallait, d'autre part, accorder au personnel toutes garanties quant aux droits acquis.

Les longues dispositions relatives au Statut du personnel, montrent combien le gouvernement — et votre Commission se joint à lui dans cette sollicitude — désire assurer à ce personnel le respect scrupuleux de droits souvent acquis par une longue carrière de loyaux services à l'État.

Création d'un organisme industriel, fort et indépendant, avec tous les gages d'une belle prospérité, maintien des droits essentiels de contrôle de l'État, garanties de droits acquis à un personnel nombreux et fidèle. Voilà les trois pensées qui sont à la base du projet qui vous est soumis et dont le vote vous est recommandé par l'unanimité de votre Section centrale.

Passant à l'examen des articles, la Commission estime devoir attirer votre attention sur les points suivants :

ART. 4. — Tant à la Section centrale que dans les différentes sections, des membres ont signalé certaines lacunes dans le texte du projet de loi.

Certains membres se sont notamment étonnés de ne pas voir régler par le projet de loi les modalités de la reprise de l'exploitation par l'État à la fin de la concession.

Il doit être entendu que le projet tel qu'il nous est soumis, ne précise que les points essentiels de la réforme envisagée et les dispositions dérogeant au droit commun.

Il est évident qu'une convention plus détaillée devra intervenir entre la Société et l'État, pour régler une foule de dispositions accessoires.

Il n'appartient pas au pouvoir législatif de connaître celles-ci.

ART. 7, 4°. — La Section centrale entend que les membres du Conseil d'administration à désigner par le personnel, le seront par les organisations syndicales, comme la pratique en existe déjà au Département des Chemins de fer.

ART. 9. — Il importe d'attirer l'attention de l'Assemblée sur les dispositions essentielles de cet article.

Il est tout d'abord indispensable de fixer exactement, et dès à présent, les conditions d'émissions des actions de la nouvelle société. Cette émission se fera d'ailleurs par séries et à des conditions qui pourront varier d'une tranche à l'autre. Il est en effet vraisemblable que la caisse d'amortissement pourra placer dans des conditions plus favorables pour l'État les dernières tranches de l'émission.

Le premier dividende qui est fixe sera supporté par l'État sans qu'il puisse récupérer la somme sur les bénéfices de la société. Actuellement la régie verse à l'État 270 millions de francs. L'État abandonne cette somme. Mais, d'autre part, il recevra la quote-part qui lui est attribuée par l'article 10 en tant que détenteur des actions ordinaires.

Des renseignements pris auprès de l'Administration des Chemins de fer permettent d'affirmer que les ressources de l'État ne s'en trouveront point diminuées.

Il en résulte qu'une somme égale devant être reportée à titre de super-dividende aux actions privilégiées, ce super-dividende représenterait environ 2.70 %.

On remarquera que, dans ces conditions, l'État est directement intéressé à ce que la Société des Chemins de fer réalise des bénéfices.

ARR. 15. — Certains membres se sont demandé s'il ne fallait pas stipuler dans la loi que le service de contrôle linguistique fût maintenu.

Après mûre délibération votre Section centrale estime que non.

Le libellé actuel de l'article 15 tend au maintien du *statu quo* en matière linguistique.

Le ministre qui aura les chemins de fer dans ses attributions devra donc maintenir tous les services nécessaires pour rendre son contrôle efficace. Il en sera ainsi en matière linguistique, par exemple. Mais tout comme en matière tarifaire ou en matière de sécurité publique, la loi ne contient aucune disposition formelle maintenant les organismes existants, il ne semble pas qu'il faille en être autrement dans le cas qui nous occupe.

Le Rapporteur,
F. BRUSSELMANS.

Le Président,
MAX HALLET.

**Projet de loi créant la Société
Nationale des Chemins de fer belges.**

**TEXTE PROPOSÉ
PAR LA SECTION CENTRALE.**

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à créer une société à laquelle il fera apport du droit d'exploiter, pendant soixante-quinze ans, le réseau des chemins de fer de l'État.

Les statuts de cette société ne seront établis et ne pourront être modifiés par le Gouvernement qu'en conformité des dispositions de la présente loi, qui sont essentielles.

Dès la constitution de la société, un exemplaire de ses statuts sera déposé sur le bureau des Chambres législatives.

ART. 2.

La société recevra la dénomination de « Société Nationale des Chemins de fer belges ».

Elle aura son siège dans l'agglomération bruxelloise.

ART. 3.

Son capital sera de 11 milliards de francs; il sera représenté par 10 millions d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 francs chacune, et 20 millions d'actions privilégiées, d'une

**Ontwerp van wet tot oprichting van de
Nationale Maatschappij der Belgi-
sche Spoorwegen.**

**TEKST DOOR DE MIDDENAFDEE-
LING VOORGESTELD.**

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering is gemachtigd tot het oprichten van eene maatschappij, waaraan zij als inbreng het recht afstaat om gedurende vijf en zeventig jaar het Staatsspoorwegnet te exploiteeren.

De statuten van die maatschappij worden door de Regeering opgemaakt en kunnen door haar slechts worden gewijzigd in overeenstemming met de bepalingen van deze wet, die essentieel zijn.

Zoodra de maatschappij opgericht is, wordt een exemplaar van haar statuten bij de Wetgevende Kamers ter tafel gelegd.

ART. 2.

De maatschappij neemt de benaming van : « Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ».

Haar zetel is gevestigd in de Brusselsche agglomeratie.

ART. 3.

Haar kapitaal bedraagt 11 milliard frank; het is vertegenwoordigd door 10 miljoen gewone aandelen ter nominale waarde van 100 frank ieder, en door 20 miljoen preferentaandelen

valeur nominale de 500 francs chacune.

Ces actions seront attribuées à l'État, en rémunération de son apport.

Les actions ordinaires seront nominatives et inaliénables; les actions privilégiées seront au porteur.

ART. 4.

L'apport de l'État consistera en la jouissance et le droit d'exploitation du réseau des chemins de fer de l'État, tel que ce réseau existera au jour de la constitution de la société.

L'État conservera les profits et les charges de la situation active et passive résultant de la propriété et de l'exploitation de ce réseau, jusqu'à la constitution de la société.

ART. 5.

Les organes de la société seront l'assemblée générale des actionnaires et le Conseil d'administration.

ART. 6.

L'assemblée générale sera composée de tous les titulaires ou porteurs d'actions, ordinaires ou privilégiées. Chaque action ordinaire donnera droit à une voix; chaque groupe de dix actions privilégiées donnera droit à une voix.

ART. 7.

Le Conseil d'administration sera composé de 21 membres, de nationalité belge, nommés pour six ans, de la manière suivante :

1^o Dix membres seront nommés par le Roi et choisis à raison de leur compétence particulière. A la fin de leur mandat, en cas de démission ou de révocation, le Gouvernement nommera le titulaire, sur une liste triple de candidats présentés par le conseil d'administration;

ter nominale waarde van 500 frank ieder.

Die aandeelen worden aan den Staat toegekend ter vergoeding van zijn inbreng.

De gewone aandeelen zijn op naam en onvervreemdbaar; de preferent-aandeelen zijn aan toonder.

ART. 4.

De inbreng van den Staat bestaat in het genot en het recht tot exploitatie van het Staatsspoorwegnet, zooals dit net bestaat op den dag waarop de maatschappij wordt opgericht.

Tot de oprichting van de maatschappij blijft de Staat in het bezit van de winsten en de lasten van den actieven en passieven toestand voortspruitende uit den eigendom en de exploitatie van dit net.

ART. 5.

De organen van de maatschappij zijn de algemeene vergadering van aandeelhouders en de raad van beheer.

ART. 6.

De algemeene vergadering bestaat uit al de titularissen of houders van aandeelen, gewone of preferent. Ieder gewoon aandeel geeft recht op één stem; elke groep van tien preferent-aandeelen geeft recht op één stem.

ART. 7.

De raad van beheer bestaat uit 21 leden, van Belgische nationaliteit voor zes jaar te benoemen op de volgende wijze :

1^o Tien leden worden benoemd door den Koning en gekozen op grond van hun bijzondere bevoegdheid. Bij het verstrijken van hun mandaat, bij ontslagneming of bij afzetting, benoemd de Regeering het lid op eene lijst van drie kandidaten, voorgedragen door den Raad van beheer;

2° Cinq membres seront nommés par le Roi, sur une liste double de candidats présentés, à chaque vacance, par le Conseil d'administration du Fonds d'amortissement de la Dette publique;

3° Trois membres seront nommés par le Roi, sur une liste double de candidats présentés, à chaque vacance :

a) Par les membres conseillers de groupe élus par les délégués de classe du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce et par les membres du Conseil supérieur des Métiers et Négoces, chacun de ces conseils présentant un candidat;

b) Par les membres ouvriers et employés du Conseil supérieur du Travail;

c) Par les membres élus et cooptés du Conseil supérieur de l'Agriculture;

4° Trois membres seront nommés par le personnel.

Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont incompatibles avec celles de Ministre et de membre des Chambres législatives. Cette incompatibilité subsistera pendant les deux années qui suivront l'expiration de leur fonction ou mandat publics.

Le Ministre ayant les chemins de fer de l'État dans ses attributions assiste, avec voix délibérative, lorsqu'il le juge convenable, aux réunions du Conseil d'administration; dans ce cas, il préside la réunion. Il peut se faire représenter aux réunions par un Commissaire du Gouvernement. Celui-ci n'a pas voix délibérative.

ART. 8.

La surveillance de la société sera confiée à un collège de six commissaires, de nationalité belge, nommés pour six ans, dont trois par la Chambre des Représentants et trois par le Sénat,

2° Vijf leden worden benoemd door den Koning op een lijst van twee kandidaten, bij elke vacature voorgedragen door den Raad van beheer van het Fonds tot delging van de Staatsschuld;

3° Drie leden worden benoemd door den Koning, op een lijst van twee kandidaten, bij elke vacature voorgedragen;

a) Door de leden-groepsadviseurs, gekozen door de klasse-afgevaardigden van den Hoogen Raad van Handel en Nijverheid en door de leden van den Hoogen Raad van Neringen en Ambachten, waarbij ieder van die raden een candidaat voordraagt;

b) Door de ledenwerklieden en bedienden van den Hoogen Arbeidsraad;

c) Door de gekozen en gecoöpteerde leden van den Hoogen Landbouwwaad;

4° Drie leden worden door het personeel benoemd.

De functie van lid van den Raad van Beheer is onverenbaar met die van Minister en van lid van de Wetgevende Kamers. Die onverenbaarheid blijft bestaan gedurende twee jaar na het verstrijken van hun openbaar ambt of hun openbaar mandaat.

De Minister tot wiens bevoegdheid de Staatsspoorwegen behooren, woont, wanneer hij het wenschelijk acht, met recht van stemmen, de vergaderingen van den Raad van beheer bij; in dat geval zit hij de vergadering voor. Hij mag zich op de vergaderingen door een Commissaris van de Regeering doen vertegenwoordigen. Deze heeft geen recht van stemmen.

ART. 8.

Met het toezicht over de maatschappij is belast een college van zes commissarissen, van Belgische nationaliteit, voor zes jaar te benoemen, onder dewelke drie door de Kamer der Volksvertegen-

et révocables à tout moment par l'assemblée qui les aura nommés.

L'incompatibilité établie à l'article 7, existera également pour les membres du collège des commissaires.

ART. 9.

Les actions privilégiées auront droit :

1^o A un dividende fixe déterminé par le Gouvernement, lors de chaque émission, le Fonds d'amortissement entendu. Ce dividende est calculé sur la valeur nominale du titre. *Il est à charge de l'État* qui, aux échéances des coupons, fera remise à la société des sommes nécessaires pour faire face au paiement du dividende fixe;

2^o A la moitié du solde des bénéfices nets, après les prélèvements fixés par les statuts.

Elles seront remboursées en 65 ans, à partir de la onzième année qui suivra la constitution de la société; les actions remboursées seront remplacées par des actions de jouissance qui auront les mêmes droits que les actions privilégiées, sauf le droit au dividende fixe et au remboursement.

L'État prendra à sa charge le remboursement des actions privilégiées et sera tenu, en conséquence, de remettre chaque année, à partir de la onzième, à la disposition de la société, *l'annuité nécessaire calculée sur le nombre des actions privilégiées en circulation.*

ART. 10.

Les actions ordinaires auront droit à l'autre moitié des bénéfices nets, telle qu'elle est déterminée ci-dessus.

ART. 11.

Les actions privilégiées seront immédiatement remises au Fonds d'amortis-

woordigers en drie door den Senaat, en die steeds door de vergadering, die ze benoemd heeft, kunnen afgezet worden.

De bij artikel 7 voorziene onvereënbareheid geldt insgelijks voor de leden van het college van commissarissen.

ART. 9.

De preferentaandeelen geven recht :

1^o Op een vast dividend, door de Regeering bij elke uitgifte te bepalen, het Delgingfonds gehoord. Dit dividend wordt berekend op de nominale waarde van den titel. *Het valt ten laste van den Staat* die, bij het vervallen van de coupons aan de maatschappij de geldsom verstrekt die noodig is om in de betaling van het vast dividend te voorzien;

2^o Op de helft van het overschot der netto winst, na de door de statuten bepaalde afhoudingen.

Zij worden terugbetaald in vijf en zestig jaar, met ingang van het elfde jaar na de oprichting van de maatschappij; de terugbetaalde aandelen worden vervangen door bewijzen van deelgerechtigdheid, waaraan dezelfde rechten verbonden zijn als aan de preferentaandeelen, behalve het recht op vast dividend en terugbetaling.

De Staat neemt voor zijn rekening de terugbetaling van de preferentaandeelen en behoort diensgevolge, ieder jaar, met ingang van het elfde jaar, een geldsom ter beschikking van de maatschappij te stellen, *de noodige annuïteit berekend op het getal der in omloop zijnde preferentaandeelen.*

ART. 10.

De gewone aandelen geven recht op de wederhelft van de netto-winst, zooals die helft hierboven is bepaald.

ART. 11.

De preferentaandeelen worden terstond afgegeven aan het Fonds tot

sement de la Dette publique qui en fera l'émission, en les divisant en séries et en les offrant, de préférence, aux porteurs de titres de la Dette belge, consolidée ou à court terme.

La date et toutes les conditions de l'émission seront arrêtées par le Ministre des Finances, le Fonds d'amortissement entendu. Celui-ci tiendra un compte spécial de ces titres. Il pourra disposer des ressources dérivant de ces placements, pour racheter tous titres quelconques dont le service ou la garantie incombe à l'État; il pourra également faire toutes opérations relatives à ces titres.

Le Fonds d'amortissement mettra à la disposition de la Société Nationale des Chemins de fer belges 10 % du produit du placement des actions privilégiées, en vue de constituer le fonds de roulement de la Société. Celle-ci assurera, vis-à-vis du Trésor, le service financier des titres représentant ces avances.

Tout dividende afférent aux actions non placées appartiendra à l'État.

ART. 12.

L'État aura, à partir de la vingt et unième année, et moyennant préavis d'un an, la faculté de reprendre les droits apportés à la société.

S'il exerce cette faculté, il devra rembourser les actions privilégiées, non amorties, et payer en outre une prime de remboursement, destinée à compenser la perte du droit au second dividende par les actions privilégiées et les actions de jouissance.

Cette prime, dont les statuts indiqueront les éléments ne pourra être inférieure à 250 francs par litre, si le rachat se fait durant les dix premières

delging van de Staatsschuld, dat er de uitgifte van doet en ze, in reeksen verdeeld, bij voorkeur aan de houders van titels der Belgische Schuld, geconsolideerd of op korten termijn, aanbiedt.

De datum en al de voorwaarden van de uitgifte worden door den Minister van Financiën bepaald, het Delgingsfonds gehoord. Voor de uitgegeven titels wordt door het fonds een bijzondere rekening gehouden. Het fonds kan de van deze plaatsingen voortkomende geldmiddelen gebruiken tot het aankopen van welke titels ook, waarvan de rente-uitkeering of de waarborg ten laste komt van den Staat; het kan eveneens alle verrichtingen doen met betrekking op die titels.

Het Delgingsfonds stelt 10 t. h. der opbrengst van de geplaatste preferentaandeelen ter beschikking van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen om het bedrijfskapitaal van de maatschappij te vormen. Deze neemt ten opzichte van de Schatkist, den financieelen dienst waar van de titels, welke die voorschotten vertegenwoordigen.

Het dividend voor de niet geplaatste aandelen behoort aan den Staat.

ART. 12.

De Staat is gerechtigd om, met ingang van het een en twintigste jaar, en mits kennisgeving één jaar te voren, de in de maatschappij ingebrachte rechten terug te nemen.

Indien de Staat van dat recht gebruik maakt, moet hij de niet-afgeloste preferentaandeelen terugbetalen en daarenboven een terugbetalingspremie uitkeeren als vergoeding voor het verlies, op de preferentaandeelen en op de bewijzen van deelgerechtigdheid, van het recht of het tweede dividend.

Die premie, bepaald op de wijze door de statuten te voorzien, mag niet minder bedragen dan 250 frank per titel indien de terugkoop geschiedt in

années qui suivent la vingt et unième année et sans qu'elle puisse, par la suite, descendre en dessous de 150 francs.

Art. 13.

La situation du personnel actuellement attaché à titre définitif à l'administration des Chemins de fer de l'État sera réglée en substance de la manière suivante :

Il sera créé une Commission paritaire composée de vingt membres au plus, nommés par le Conseil d'administration et par les organisations ouvrières groupant les membres du personnel.

Cette commission sera présidée par un jurisconsulte désigné par le Roi sans voix délibérative.

La Commission établira le statut du personnel.

Dans celui-ci elle prévoira l'existence d'une commission paritaire nationale composée de vingt membres nommés ci-dessus et présidée par le Ministre des Chemins de fer, président du Conseil d'administration ou par son délégué.

Elle aura les pouvoirs suivants :

1° Examiner toutes les questions relatives au contrat de travail, à la sécurité, à l'hygiène et, en général, toutes les questions intéressant directement le personnel; questions qui lui seront transmises par le Ministre des Chemins de fer, le Conseil d'administration, la Direction générale ou les Commissions régionales dont il est fait mention ci-après;

2° Donner son avis sur toutes les questions d'ordre général que le Ministre des Chemins de fer, le Conseil d'administration ou la Direction générale estimerait devoir lui soumettre, notamment dans les cas où ces autorités supérieures jugeraient que ces questions

den loop van de eerste tien jaren na het een en twintigste jaar, en mag nadien niet dalen beneden 150 frank.

Art. 13.

De toestand van het personeel, dat thans vast verbonden is aan het Beheer der Staatsspoorwegen, wordt in hoofdzaak geregeld als volgt :

Er wordt een paritaire commissie opgericht, bestaande uit ten hoogste twintig leden, te benoemen door den Raad van beheer en door de werkliedenorganisaties waarin de leden van het personeel gegroepeerd zijn.

Bedoelde commissie wordt voorgezeten door een niet stemgerechtigd rechtsgeleerde, door den Koning aan te wijzen.

De Commissie maakt de statuten van het personeel op.

In die statuten wordt de oprichting voorzien van een nationale paritaire commissie, bestaande uit twintig leden zooals hierboven is voorzien te benoemen, en voorgezeten door den Minister van Spoorwegen, voorzitter van den Raad van beheer of door diens gemachtigde.

Zij is bevoegd om :

1° Al de kwesties te onderzoeken betreffende de arbeidsovereenkomst, de veiligheid, de hygiène, en over het algemeen, al de kwesties die voor het personeel rechtstreeks van belang zijn, kwesties die haar worden overgemaakt door den Minister van Spoorwegen, den Raad van beheer, het Algemeen Bestuur of de gewestelijke Commissie, waarvan hieronder sprake is;

2° Haar advies uit te brengen over al de kwesties van algemeenen aard, die de Minister van Spoorwegen, de Raad van Beheer of het Algemeen Bestuur meent haar te moeten voorleggen, onder meer in de gevallen waarin die hooge overheden oordeelen dat die zaken voor

peuvent intéresser indirectement le personnel;

3° Participer à la gestion des institutions créées ou à créer en faveur du personnel.

Les statuts prévoiront également la création de commissions paritaires régionales qui auront pour mission d'examiner les propositions et les réclamations du personnel, relatives à l'hygiène, la sécurité, l'organisation du travail et le perfectionnement de la production. Ces avis et réclamations, dans le cas où il n'y aurait pas été donné suite par l'autorité compétente, seront transmis, par la voie hiérarchique, au Conseil d'administration. Cette transmission sera faite sans retard, de façon que l'administration supérieure puisse faire connaître ses décisions dans un délai maximum de quinze jours.

Les Commissions régionales collaboreront avec les chefs de service, à l'établissement des listes de gratification, bonification d'ancienneté, chevrons et tableaux d'avancement. Ces commissions donneront, en outre, leur avis sur toutes les questions d'organisation du travail chaque fois qu'elles leur seront soumises par le chef régional et, notamment, dans le cas où celui-ci jugerait que ces questions peuvent intéresser indirectement le personnel.

La Commission paritaire nationale et les Commissions régionales se réuniront périodiquement.

Une fois les statuts du personnel arrêtés, aucune modification ne pourra y être apportée, sans le consentement de la Commission paritaire, statuant à la majorité des deux tiers.

La Société Nationale des Chemins de fer belges étant une entreprise industrielle autonome, sera soumise au droit

het personeel onrechtstreeks van belang kunnen zijn;

3° Deel te nemen aan het beheer van de ten behoeve van het personeel opgerichte of op te richten instellingen.

In de statuten moet insgelijks de oprichting voorzien worden van gewestelijke paritaire commissies, die voor opdracht hebben de voorstellen en bezwaren van het personeel betreffende de hygiëne, de veiligheid, de regeling van den arbeid en de verbetering der productie te onderzoeken. Die adviezen en bezwaren, wanneer er door de bevoegde overheid geen gevolg wordt aan gegeven, worden, langs hiërarchischen weg, aan den Raad van Beheer overgemaakt. Dat overmaken geschiedt zonder uitstel, derwijze dat het Hooger Beheer zijn beslissingen kunne mededeelen binnen den tijd van ten hoogste vijftien dagen.

De gewestelijke Commissies helpen de diensthoofden bij het opmaken van de lijsten van bijslagen, vergoeding voor dienstouderdom, dienststrepen en van de bevorderingstabellen. Bedoelde Commissies geven bovendien hun advies over al de vraagstukken betreffende de werkregeling, telkens als ze hun door den gewestelijken overste worden voorgelegd en inzonderheid wanneer die overste van oordeel is dat bedoelde vraagstukken voor het personeel onrechtstreeks van belang kunnen zijn.

De Nationale Paritaire Commissie en de Gewestelijke Commissies komen op geregelde tijdstippen bijeen.

Wanneer het statuut van het personeel eenmaal bepaald is, kunnen er geen wijzigingen meer worden aan toegebracht zonder de toestemming van de Paritaire Commissie, die bij meerderheid van twee derden beslist.

Aangezien de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen een zelfstandig nijverheidsbedrijf uitmaakt is

commun quant à la durée du travail et la liberté d'association.

ART. 14.

Sont exempts du timbre et de la formalité de l'enregistrement :

1° *L'acte constitutif de la Société nationale des Chemins de fer belges ainsi que les actes portant modification des statuts ;*

2° *Tous les autres actes relatifs à la constitution ou à la transformation de cette société et à l'émission de ses titres.*

La Société Nationale des Chemins de fer belge est assimilée à l'État pour l'application des lois sur les droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque et de succession, sur les taxes assimilées au timbre ainsi que sur les autres impôts directs ou indirects. Elle est exempte de tous impôts ou taxes au profit des provinces et des communes.

La publication par la voie du « Moniteur Belge » et de ses annexes des actes concernant la susdite société a lieu gratuitement.

ART. 15.

La Société Nationale des Chemins de fer belges est soumise à toutes les dispositions de loi du 31 juillet 1921 sur l'emploi des langues en matière administrative et des arrêtés royaux pris en exécution des articles 2, 5, 6 et 12 de la dite loi.

ART. 16.

Les tarifs seront réglés par le conseil d'administration. Néanmoins, le Gouvernement aura toujours le droit d'en exiger l'abaissement ou d'en interdire le relèvement.

zij aan het gemeen recht onderworpen wat betreft den arbeidsduur en de vrijheid van vereeniging.

ART. 14.

Zijn vrijgesteld van het zegel alsmede van de formaliteit der registratie :

1° *De oprichtingsakte van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen alsmede de akten tot wijziging der statuten ;*

2° *Al de akten betreffende de oprichting of de omvorming van deze maatschappij en de uitgifte van hare titels.*

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen is gelijkgesteld met den Staat voor de toepassing der wetten op de registratie-, zegel-, griffie-, hypotheek- en successierechten, op de met de zegelrechten gelijkgestelde taxes, alsmede op al de overige rechtstreeksche of onrechtstreeksche belastingen. Zij is vrijgesteld van alle belastingen of taxes ten bate van de provinciën en de gemeenten.

De bekendmaking, bij wege van den « Moniteur Belge » en diens bijlagen, van de akten bovengemelde maatschappij betreffende, geschiedt kosteloos.

ART. 15.

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen is onderworpen aan al de bepalingen van de wet van 31 Juli 1921 op het gebruik der talen in bestuurszaken en van de Koninklijke besluiten genomen tot uitvoering van de artikelen 2, 5, 6 en 12 van bedoelde wet.

ART. 16.

De tarieven worden vastgesteld door den Raad van beheer. De Regeering heeft echter steeds het recht om een verlaging van de tarieven te eischen of de verhooging er van te verbieden.

ART. 17.

Le Gouvernement règle la police et assure la sécurité des chemins de fer, conformément aux dispositions légales en vigueur.

ART. 18.

Seront soumises à l'approbation du Ministre ayant les chemins de fer dans ses attributions les délibérations du Conseil d'administration sur les objets suivants :

1° Les aliénations, acquisitions, échanges de biens ou de droits immobiliers, si la valeur dépasse *un million de francs* ;

2° Les contrats d'adjudication conclus pour un terme de plus de dix ans ou dont l'import atteint 500,000 francs et les marchés de gré à gré dont l'import atteint 200,000 francs.

Aucune extension du réseau ne pourra être entreprise et aucun emprunt ne pourra être contracté par la Société Nationale des Chemins de fer belges, si elle n'y est autorisée par une loi.

ART. 19.

Le bilan et le compte de profits et pertes seront, chaque année, communiqués aux Chambres, *après avoir été soumis à l'approbation de l'Assemblée générale*.

ART. 20.

La présente loi est exécutoire dès le jour de sa publication.

ART. 17.

De Regeering regelt de politie en zorgt voor de veiligheid op de spoorwegen overeenkomstig de van kracht zijnde wetsbepalingen.

ART. 18.

Aan de goedkeuring van den Minister, tot wiens bevoegdheid de spoorwegen behooren, worden voorgelegd de besluiten van den Raad van beheer betreffende :

1° Het vervreemden, aankopen en ruilen van onroerende goederen of rechten, indien de waarde *één miljoen frank* overschrijdt ;

2° De contracten van aanbesteding, gesloten voor den tijd van meer dan tien jaar of waarvan het bedrag ten minste 500,000 frank beloopt en de koopovereenkomsten uit de hand, waarvan het bedrag ten minste 200,000 fr. beloopt.

De Nationale Maatschappij van Belgische spoorwegen kan geen uitbreiding van het net ondernemen en geen leening aangaan, indien zij daartoe niet bij een wet wordt gemachtigd.

ART. 19.

De balans en de winst- en verliesrekening worden ieder jaar aan de Kamers medegedeeld, *na vooraf aan de goedkeuring van de algemeene vergadering te zijn onderworpen*.

ART. 20.

Deze wet is uitvoerbaar van af den dag harer bekendmaking.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 JULI 1926.

Wetsontwerp tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER BRUSSELMANS.

MIJNE HEEREN,

De beweegredenen die de Regeering er hebben toe aangezet het wetsontwerp in te dienen waarover gij hebt uitspraak te doen zijn duidelijk. Zij zijn ten overvloede in de pers en in de openbare vergaderingen besproken geworden. Uw verslaggever kan er zich dus bij bepalen ze samen te vatten.

De Belgische Staat denkt dat het oogenblik gekomen is om een aanzienlijk bestanddeel van zijn vermogen te mobiliseeren. Hij wil op die wijze te gelijker tijd de consolidatie van een groot gedeelte zijner vlottende schuld en eene bestuurshervorming die zich opdringt verzekeren.

Onze taak is een van den Staat onafhankelijk organisme tot stand te brengen, onttrokken aan den wisselenden invloed van de politiek, en dat aan de eventueele onderschrijvers van aandelen al de waarborgen eener voordeelige industriele exploitatie verzekert.

De Staat heeft daarbij als model genomen de gelijkaardige organismen die langzamerhand de groote economische diensten van de Kolonie hebben vervangen. Men weet dat de oprichting van deze maatschappijen de beste en in sommige gevallen de schitterendste uitslagen heeft opgeleverd.

Daarvoor was het noodig aan de nieuwe maatschappij eene werkelijke onafhankelijkheid te geven.

Dat wordt door het wetsontwerp gedaan.

De Beheerraad van de Nationale Maatschappij der Spoorwegen zal hare belangen met de grootste vrijheid waarnemen.

Deze onafhankelijkheid maakt nochtans een toezicht noodzakelijk.

De spoorwegen nemen in het economisch leven van de Natie een al te belangrijke plaats opdat de Staat niet dienaangaande zekere rechten zou krijgen.

(1) Wetsontwerp, n° 384.

Amendementen, n° 397.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit de heeren Wauwermans, Delattre, Franck, Lombard, Rubbens en Brusselmans.

Recht op controle ten aanzien van de veiligheidsmaatregelen, hooger toezicht over een vermogen dat niet afgestaan wordt, doch waarvan alleen het genot aan het nieuwe organisme verleend wordt, toezicht over de tarievenpolitiek van de maatschappij. Er is geen land ter wereld waar de akten van concessie der spoorwegen aan private maatschappijen niet dergelijke bepalingen bevat.

Er is geen land ter wereld waar in de vergunningen van spoorwegen aan bijzondere maatschappijen zulke bepalingen niet worden voorzien.

Men moest anderzijds aan het personeel alle waarborgen ten aanzien van de verworven rechten verleen.

Uit de bepalingen betreffende het statuut van het personeel blijkt hoe zeer de Regeering — en uwe Commissie is het met haar daarover eens — wenscht voor dit personeel de rechten onverminkt te behouden, welke niet zelden door eene lange loopbaan van trouwe Staatsdiensten werden verworven.

Oprichting van een sterk en onafhankelijk industrieel organisme met een machtigen voorspoed in 't vooruitzicht; behoud van de hoofdzakelijke rechten van controle vanwege den Staat; waarborg van de verworven rechten ten aanzien van een talrijk en trouw personeel; dit zijn de drie punten welke aan het voorgelegde ontwerp ten grondslag liggen; uwe Middenafdeeling vraagt U eensgezind dit voorwerp goed te keuren.

De Commissie die thans overgaat tot het onderzoek der artikelen, meent dat zij uwe aandacht op de volgende punten moet vestigen :

ART. 4. — Zoowel in de Middenafdeeling als in de onderscheidene Afdeelingen hebben sommige leden op leemten gewezen in den tekst van het wetsontwerp.

Sommige leden hebben inzonderheid er hunne verwondering over uitgedrukt, dat het ontwerp de regeling niet bepaalt van de modaliteiten der overname van het net door den Staat bij het vervallen der concessie.

Het moet echter wel worden verstaan, dat het ons voorgelegde ontwerp slechts de hoofdzakelijke punten der beoogde hervorming bepaalt alsmede de beschikkingen die afwijken van het gemeen recht.

En het is dus klaar, dat eene meer omstandige overeenkomst moet worden getroffen tusschen de Maatschappij en den Staat om tal van bijkomende bepalingen te regelen. Dit hoort niet aan de wetgevende macht.

ART. 7, 4^e. — De Middenafdeeling staat er op, dat de leden van den Beheerraad welke door het personeel moeten aangewezen, dit zullen worden door de syndicale vereenigingen, zooals het gebruik reeds bij het Departement van Spoorwegen bestaat.

ART. 9. — De aandacht van de vergadering dient op de hoofdzakelijke bepalingen van dit artikel te worden gevestigd.

Het is ten eerste noodzakelijk van nu af op nauwkeurige wijze de voorwaarden te bepalen van de uitgifte der aandeelen van de nieuwe maatschappij. Deze uitgifte zal trouwens in reeksen geschieden en wel onder voorwaarden die zullen mogen verschillen van reeks tot reeks.

Het is inderdaad onwaarschijnlijk dat het amortisatiefonds de laatste reeksen van de uitgifte aan den man zal kunnen brengen onder voorwaarden die voor den Staat gunstiger zijn.

De uitbetaling van het eerste dividend dat vast is, wordt ten laste van den Staat gelegd, zonder dat hij het bedrag terugnemen kan op de winsten van de Maatschappij.

Thans betaalt de regie aan den Staat 270 millioen frank. De Staat verzaakt aan dit bedrag doch hij zal anderzijds het gedeelte ontvangen dat hem, als houder van de gewone aandeelen, krachtens artikel 10 toekomt.

De inlichtingen bij het Beheer van Spoorwegen ingewonnen laten ons toe te bevestigen dat de geldmiddelen van den Staat daardoor niet zullen verminderd worden.

Daaruit vloeit voort dat, vermits eene gelijke som als superdividend aan de preferente aandeelen moet uitgekeerd worden, dit superdividend ongeveer 2.70 t. h. zou vertegenwoordigen.

Men zal bemerken dat onder die voorwaarden de Staat er zelf belang bij heeft dat de Maatschappij der Spoorwegen winst make.

Art. 15. — Sommige leden hebben zich afgevraagd of in de wet niet diende bepaald te worden dat de dienst van het taaltoezicht moest behouden blijven.

Na rijpe overweging oordeelde uwe Commissie dat dit niet noodig was.

De tegenwoordige tekst van artikel 15 wil het *statu quo* in taalopzicht behouden.

De Minister, tot wiens bevoegdheid de spoorwegen behooren, zal dus al de diensten, die noodig zijn voor eene doeltreffende controle, moeten behouden. Dit zal dus ook voor de taalkwestie het geval zijn. Maar zooals ook in zake van tarieven en van openbare veiligheid de wet geene enkele uitdrukkelijke bepaling bevat tot behoud van de bestaande organismen, schijnt het niet noodig anders te handelen voor het geval dat wij hier bespreken.

De Verslaggever,
FR. BRUSSELMANS.

De Voorzitter,
MAX HALLET.

**Projet de loi créant la Société
Nationale des Chemins de fer belges.**

**TEXTE PROPOSÉ
PAR LA SECTION CENTRALE.**

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à créer une société à laquelle il fera apport du droit d'exploiter, pendant soixante-quinze ans, le réseau des chemins de fer de l'État.

Les statuts de cette société ne seront établis et ne pourront être modifiés par le Gouvernement qu'en conformité des dispositions de la présente loi, qui sont essentielles.

Dès la constitution de la société, un exemplaire de ses statuts sera déposé sur le bureau des Chambres législatives.

ART. 2.

La société recevra la dénomination de « Société Nationale des Chemins de fer belges ».

Elle aura son siège dans l'agglomération bruxelloise.

ART. 3.

Son capital sera de 11 milliards de francs; il sera représenté par 10 millions d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 francs chacune, et 20 millions d'actions privilégiées, d'une

**Ontwerp van wet tot oprichting van de
Nationale Maatschappij der Belgische
Spoorwegen.**

**TEKST DOOR DE MIDDENAFDELING
VOORGESTELD.**

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering is gemachtigd tot het oprichten van eene maatschappij, waaraan zij als inbreng het recht afstaat om gedurende vijf en zeventig jaar het Staatsspoorwegnet te exploiteeren.

De statuten van die maatschappij worden door de Regeering opgemaakt en kunnen door haar slechts worden gewijzigd in overeenstemming met de bepalingen van deze wet, die essentieel zijn.

Zoodra de maatschappij opgericht is, wordt een exemplaar van haar statuten bij de Wetgevende Kamers ter tafel gelegd.

ART. 2.

De maatschappij neemt de benaming van : « Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ».

Haar zetel is gevestigd in de Brusselsche agglomeratie.

ART. 3.

Haar kapitaal bedraagt 11 milliard frank; het is vertegenwoordigd door 10 miljoen gewone aandelen ter nominale waarde van 100 frank ieder, en door 20 miljoen preferentaandelen

valeur nominale de 500 francs chacune. ter nominale waarde van 500 frank ieder.

Ces actions seront attribuées à l'État, en rémunération de son apport.

Die aandeelen worden aan den Staat toegekend ter vergoeding van zijn inbreng.

Les actions ordinaires seront nominatives et inaliénables; les actions privilégiées seront au porteur.

De gewone aandeelen zijn op naam en onvervreemdbaar; de preferent-aandeelen zijn aan toonder.

ART. 4.

ART. 4.

L'apport de l'État consistera en la jouissance et le droit d'exploitation du réseau des chemins de fer de l'État, tel que ce réseau existera au jour de la constitution de la société.

De inbreng van den Staat bestaat in het genot en het recht tot exploitatie van het Staatsspoorwegnet, zooals dit net bestaat op den dag waarop de maatschappij wordt opgericht.

L'État conservera les profits et les charges de la situation active et passive résultant de la propriété et de l'exploitation de ce réseau, jusqu'à la constitution de la société.

Tot de oprichting van de maatschappij blijft de Staat in het bezit van de winsten en de lasten van den actieven en passieven toestand voortspruitende uit den eigendom en de exploitatie van dit net.

ART. 5.

ART. 5.

Les organes de la société seront l'assemblée générale des actionnaires et le Conseil d'administration.

De organen van de maatschappij zijn de algemeene vergadering van aandeelhouders en de raad van beheer.

ART. 6.

ART. 6.

L'assemblée générale sera composée de tous les titulaires ou porteurs d'actions, ordinaires ou privilégiées. Chaque action ordinaire donnera droit à une voix; chaque groupe de dix actions privilégiées donnera droit à une voix.

De algemeene vergadering bestaat uit al de titularissen of houders van aandeelen, gewone of preferente. Ieder gewoon aandeel geeft recht op één stem; elke groep van tien preferent-aandeelen geeft recht op één stem.

ART. 7.

ART. 7.

Le Conseil d'administration sera composé de 21 membres, de nationalité belge, nommés pour six ans, de la manière suivante :

De raad van beheer bestaat uit 21 leden, van Belgische nationaliteit voor zes jaar te benoemen op de volgende wijze :

1° Dix membres seront nommés par le Roi et choisis à raison de leur compétence particulière. A la fin de leur mandat, en cas de démission ou de révocation, le Gouvernement nommera le titulaire, sur une liste triple de candidats présentés par le conseil d'administration;

1° Tien leden worden benoemd door den Koning en gekozen op grond van hun bijzondere bevoegdheid. Bij het verstrijken van hun mandaat, bij ontslagneming of bij afzetting, benoemd de Regeering het lid op eene lijst van drie kandidaten, voorgedragen door den Raad van beheer;

2° Cinq membres seront nommés par le Roi, sur une liste double de candidats présentés, à chaque vacance, par le Conseil d'administration du Fonds d'amortissement de la Dette publique;

3° Trois membres seront nommés par le Roi, sur une liste double de candidats présentés, à chaque vacance :

a) Par les membres conseillers de groupe élus par les délégués de classe du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce et par les membres du Conseil supérieur des Métiers et Négoces, chacun de ces conseils présentant un candidat;

b) Par les membres ouvriers et employés du Conseil supérieur du Travail;

c) Par les membres élus et cooptés du Conseil supérieur de l'Agriculture;

4° Trois membres seront nommés par le personnel.

Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont incompatibles avec celles de Ministre et de membre des Chambres législatives. Cette incompatibilité subsistera pendant les deux années qui suivront l'expiration de leur fonction ou mandat publics.

Le Ministre ayant les chemins de fer de l'État dans ses attributions assiste, *avec voix délibérative*, lorsqu'il le juge convenable, aux réunions du Conseil d'administration; dans ce cas, il préside la réunion. *Il peut se faire représenter aux réunions par un Commissaire du Gouvernement. Celui-ci n'a pas voix délibérative.*

ART. 8.

La surveillance de la société sera confiée à un collège de six commissaires, de nationalité belge, nommés pour six ans, dont trois par la Chambre des Représentants et trois par le Sénat,

2° Vijf leden worden benoemd door den Koning op een lijst van twee kandidaten, bij elke vacature voorgedragen door den Raad van beheer van het Fonds tot delging van de Staatsschuld;

3° Drie leden worden benoemd door den Koning, op een lijst van twee kandidaten, bij elke vacature voorgedragen;

a) Door de leden-groepsadviseurs, gekozen door de klasse-afgevaardigden van den Hoogen Raad van Handel en Nijverheid en door de leden van den Hoogen Raad van Neringen en Ambachten, waarbij ieder van die raden een candidaat voordraagt;

b) Door de ledenwerklieden en bedienden van den Hoogen Arbeidsraad;

c) Door de gekozen en gecoöpteerde leden van den Hoogen Landbouwrapad;

4° Drie leden worden door het personeel benoemd.

De functie van lid van den Raad van Beheer is onvereinbaar met die van Minister en van lid van de Wetgevende Kamers. Die onvereinbaarheid blijft bestaan gedurende twee jaar na het verstrijken van hun *openbaar ambt of hun openbaar mandaat*.

De Minister tot wiens bevoegdheid de Staatsspoorwegen behooren, woont, wanneer hij het wenschelijk acht, *met recht van stemmen*, de vergaderingen van den Raad van beheer bij; in dat geval zit hij de vergadering voor. *Hij mag zich op de vergaderingen door een Commissaris van de Regeering doen vertegenwoordigen. Deze heeft geen recht van stemmen.*

ART. 8.

Met het toezicht over de maatschappij is belast een college van zes commissarissen, van Belgische nationaliteit, voor zes jaar te benoemen, onder dewelke drie door de Kamer der Volksvertegen-

et révocables à tout moment par l'assemblée qui les aura nommés.

L'incompatibilité établie à l'article 7, existera également pour les membres du collège des commissaires.

ART. 9.

Les actions privilégiées auront droit :

1° A un dividende fixe déterminé par le Gouvernement, lors de chaque émission, le Fonds d'amortissement entendu. Ce dividende est calculé sur la valeur nominale du titre. *Il est à charge de l'État* qui, aux échéances des coupons, fera remise à la société des sommes nécessaires pour faire face au paiement du dividende fixe;

2° A la moitié du solde des bénéfices nets, après les prélèvements fixés par les statuts.

Elles seront remboursées en 65 ans, à partir de la onzième année qui suivra la constitution de la société; les actions remboursées seront remplacées par des actions de jouissance qui auront les mêmes droits que les actions privilégiées, sauf le droit au dividende fixe et au remboursement.

L'État prendra à sa charge le remboursement des actions privilégiées et sera tenu, en conséquence, de remettre chaque année, à partir de la onzième, à la disposition de la société, *l'annuité nécessaire calculée sur le nombre des actions privilégiées en circulation.*

ART. 10.

Les actions ordinaires auront droit à l'autre moitié des bénéfices nets, telle qu'elle est déterminée ci-dessus.

ART. 11.

Les actions privilégiées seront immédiatement remises au Fonds d'amortis-

sement et trois par den Senaat, en die steeds door de vergadering, die ze benoemd heeft, kunnen afgezet worden.

De bij artikel 7 voorziene onvereënbareheid geldt insgelijks voor de leden van het college van commissarissen.

ART. 9.

De preferentaandeelen geven recht :

1° Op een vast dividend, door de Regeering bij elke uitgifte te bepalen, het Delgingfonds gehoord. Dit dividend wordt berekend op de nominale waarde van den titel. *Het valt ten laste van den Staat* die, bij het vervallen van de coupons aan de maatschappij de geldsom verstrekt die noodig is om in de betaling van het vast dividend te voorzien;

2° Op de helft van het overschot der netto winst, na de door de statuten bepaalde afhoudingen.

Zij worden terugbetaald in vijf en zestig jaar, met ingang van het elfde jaar na de oprichting van de maatschappij; de terugbetaalde aandelen worden vervangen door bewijzen van deelgerechtigdheid, waaraan dezelfde rechten verbonden zijn als aan de preferentaandeelen, behalve het recht op vast dividend en terugbetaling.

De Staat neemt voor zijn rekening de terugbetaling van de preferentaandeelen en behoort diensgevolge, ieder jaar, met ingang van het elfde jaar, een geldsom ter beschikking van de maatschappij te stellen, *de noodige annuïteit berekend op het getal der in omloop zijnde preferentaandeelen.*

ART. 10.

De gewone aandelen geven recht op de wederhelft van de netto-winst, zooals die helft hierboven is bepaald.

ART. 11.

De preferentaandeelen worden terstond afgegeven aan het Fonds tot

sement de la Dette publique qui en fera l'émission, en les divisant en séries et en les offrant, de préférence, aux porteurs de titres de la Dette belge, consolidée ou à court terme.

La date et toutes les conditions de l'émission seront arrêtées par le Ministre des Finances, le Fonds d'amortissement entendu. Celui-ci tiendra un compte spécial de ces titres. Il pourra disposer des ressources dérivant de ces placements, pour racheter tous titres quelconques dont le service ou la garantie incombe à l'État; il pourra également faire toutes opérations relatives à ces titres.

Le Fonds d'amortissement mettra à la disposition de la Société Nationale des Chemins de fer belges 10 % du produit du placement des actions privilégiées, en vue de constituer le fonds de roulement de la Société. Celle-ci assurera, vis-à-vis du Trésor, le service financier des titres représentant ces avances.

Tout dividende afférent aux actions non placées appartiendra à l'État.

ART. 12.

L'État aura, à partir de la vingt et unième année, et moyennant préavis d'un an, la faculté de reprendre les droits apportés à la société.

S'il exerce cette faculté, il devra rembourser les actions privilégiées, non amorties, et payer en outre une prime de remboursement, destinée à compenser la perte du droit au second dividende par les actions privilégiées et les actions de jouissance.

Cette prime, dont les statuts indiqueront les éléments ne pourra être inférieure à 250 francs par titre, si le rachat se fait durant les dix premières

delging van de Staatsschuld, dat er de uitgifte van doet en ze, in reeksen verdeeld, bij voorkeur aan de houders van titels der Belgische Schuld, geconsolideerd of op korten termijn, aanbiedt.

De datum en al de voorwaarden van de uitgifte worden door den Minister van Financiën bepaald, het Delgingsfonds gehoord. Voor de uitgegeven titels wordt door het fonds een bijzondere rekening gehouden. Het fonds kan de van deze plaatsingen voortkomende geldmiddelen gebruiken tot het aankopen van welke titels ook, waarvan de rente-uitkeering of de waarborg ten laste komt van den Staat; het kan eveneens alle verrichtingen doen met betrekking op die titels.

Het Delgingsfonds stelt 10 t. h. der opbrengst van de geplaatste preferentaandeelen ter beschikking van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen om het bedrijfskapitaal van de maatschappij te vormen. Deze neemt ten opzichte van de Schatkist, den financieelen dienst waar van de titels, welke die voorschotten vertegenwoordigen.

Het dividend voor de niet geplaatste aandelen behoort aan den Staat.

ART. 12.

De Staat is gerechtigd om, met ingang van het een en twintigste jaar, en mits kennisgeving één jaar te voren, de in de maatschappij ingebrachte rechten terug te nemen.

Indien de Staat van dat recht gebruik maakt, moet hij de niet-afgeloste preferentaandeelen terugbetalen en daarboven een terugbetalingspremie uitkeeren als vergoeding voor het verlies, op de preferentaandeelen en op de bewijzen van deelgerechtigdheid, van het recht of het tweede dividend.

Die premie, bepaald op de wijze door de statuten te voorzien, mag niet minder bedragen dan 250 frank per titel indien de terugkoop geschiedt in

années qui suivent la vingt et unième année et sans qu'elle puisse, par la suite, descendre en dessous de 150 francs.

ART. 13.

La situation du personnel actuellement attaché à titre définitif à l'administration des Chemins de fer de l'État sera réglée en substance de la manière suivante :

Il sera créé une Commission paritaire composée de vingt membres au plus, nommés par le Conseil d'administration et par les organisations ouvrières groupant les membres du personnel.

Cette commission sera présidée par un jurisconsulte désigné par le Roi sans voix délibérative.

La Commission établira le statut du personnel.

Dans celui-ci elle prévoira l'existence d'une commission paritaire nationale composée de vingt membres nommés ci-dessus et présidée par le Ministre des Chemins de fer, président du Conseil d'administration ou par son délégué.

Elle aura les pouvoirs suivants :

1° Examiner toutes les questions relatives au contrat de travail, à la sécurité, à l'hygiène et, en général, toutes les questions intéressant directement le personnel; questions qui lui seront transmises par le Ministre des Chemins de fer, le Conseil d'administration, la Direction générale ou les Commissions régionales dont il est fait mention ci-après;

2° Donner son avis sur toutes les questions d'ordre général que le Ministre des Chemins de fer, le Conseil d'administration ou la Direction générale estimerait devoir lui soumettre, notamment dans les cas où ces autorités supérieures jugeraient que ces questions

den loop van de eerste tien jaren na het een en twintigste jaar, en mag nadien niet dalen beneden 150 frank.

ART. 13.

De toestand van het personeel, dat thans vast verbonden is aan het Beheer der Staatsspoorwegen, wordt in hoofdzaak geregeld als volgt :

Er wordt een paritaire commissie opgericht, bestaande uit ten hoogste twintig leden, te benoemen door den Raad van beheer en door de werkliedenorganisaties waarin de leden van het personeel gegroepeerd zijn.

Bedoelde commissie wordt voorgezeten door een niet stemgerechtigd rechtsgeleerde, door den Koning aan te wijzen.

De Commissie maakt de statuten van het personeel op.

In die statuten wordt de oprichting voorzien van een nationale paritaire commissie, bestaande uit twintig leden zooals hierboven is voorzien te benoemen, en voorgezeten door den Minister van Spoorwegen, voorzitter van den Raad van beheer of door diens gemachtigde.

Zij is bevoegd om :

1° Al de kwesties te onderzoeken betreffende de arbeidsovereenkomst, de veiligheid, de hygiène, en over het algemeen, al de kwesties die voor het personeel rechtstreeks van belang zijn, kwesties die haar worden overgemaakt door den Minister van Spoorwegen, den Raad van beheer, het Algemeen Bestuur of de gewestelijke Commissie, waarvan hieronder sprake is;

2° Haar advies uit te brengen over al de kwesties van algemeenen aard, die de Minister van Spoorwegen, de Raad van Beheer of het Algemeen Bestuur meent haar te moeten voorleggen, onder meer in de gevallen waarin die hooge overheden oordeelen dat die zaken voor

peuvent intéresser indirectement le personnel;

3° Participer à la gestion des institutions créées ou à créer en faveur du personnel.

Les statuts prévoient également la création de commissions paritaires régionales qui auront pour mission d'examiner les propositions et les réclamations du personnel, relatives à l'hygiène, la sécurité, l'organisation du travail et le perfectionnement de la production. Ces avis et réclamations, dans le cas où il n'y aurait pas été donné suite par l'autorité compétente, seront transmis, par la voie hiérarchique, au Conseil d'administration. Cette transmission sera faite sans retard, de façon que l'administration supérieure puisse faire connaître ses décisions dans un délai maximum de quinze jours.

Les Commissions régionales collaboreront avec les chefs de service, à l'établissement des listes de gratification, bonification d'ancienneté, chevrons et tableaux d'avancement. Ces commissions donneront, en outre, leur avis sur toutes les questions d'organisation du travail chaque fois qu'elles leur seront soumises par le chef régional et, notamment, dans le cas où celui-ci jugerait que ces questions peuvent intéresser indirectement le personnel.

La Commission paritaire nationale et les Commissions régionales se réuniront périodiquement.

Une fois les statuts du personnel arrêtés, aucune modification ne pourra y être apportée, sans le consentement de la Commission paritaire, statuant à la majorité des deux tiers.

La Société Nationale des Chemins de fer belges étant une entreprise industrielle autonome, sera soumise au droit

het personeel onrechtstreeks van belang kunnen zijn;

3° Deel te nemen aan het beheer van de ten behoeve van het personeel opgerichte of op te richten instellingen.

In de statuten moet insgelijks de oprichting voorzien worden van gewestelijke paritaire commissies, die voor opdracht hebben de voorstellen en bezwaren van het personeel betreffende de hygiëne, de veiligheid, de regeling van den arbeid en de verbetering der productie te onderzoeken. Die adviezen en bezwaren, wanneer er door de bevoegde overheid geen gevolg wordt aan gegeven, worden, langs hiërarchischen weg, aan den Raad van Beheer overgemaakt. Dat overmaken geschiedt zonder uitstel, derwijze dat het Hooger Beheer zijn beslissingen kunne mededeelen binnen den tijd van ten hoogste vijftien dagen.

De gewestelijke Commissies helpen de diensthoofden bij het opmaken van de lijsten van bijslagen, vergoeding voor dienstouderdom, dienststrepen en van de bevorderingstabellen. Bedoelde Commissies geven bovendien hun advies over al de vraagstukken betreffende de werkregeling, telkens als ze hun door den gewestelijken overste worden voorgelegd en inzonderheid wanneer die overste van oordeel is dat bedoelde vraagstukken voor het personeel onrechtstreeks van belang kunnen zijn.

De Nationale Paritaire Commissie en de Gewestelijke Commissies komen op geregelde tijdstippen bijeen.

Wanneer het statuut van het personeel eenmaal bepaald is, kunnen er geen wijzigingen meer worden aan toegebracht zonder de toestemming van de Paritaire Commissie, die bij meerderheid van twee derden beslist.

Aangezien de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen een zelfstandig nijverheidsbedrijf uitmaakt is

commun quant à la durée du travail et la liberté d'association.

zij aan het gemeen recht onderworpen wat betreft den arbeidsduur en de vrijheid van vereeniging.

ART. 14.

Sont exempts du timbre et de la formalité de l'enregistrement :

1° *L'acte constitutif de la Société nationale des Chemins de fer belges ainsi que les actes portant modification des statuts ;*

2° *Tous les autres actes relatifs à la constitution ou à la transformation de cette société et à l'émission de ses titres.*

La Société Nationale des Chemins de fer belge est assimilée à l'État pour l'application des lois sur les droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque et de succession, sur les taxes assimilées au timbre ainsi que sur les autres impôts directs ou indirects. Elle est exempte de tous impôts ou taxes au profit des provinces et des communes.

La publication par la voie du « Moniteur Belge » et de ses annexes des actes concernant la susdite société a lieu gratuitement.

ART. 15.

La Société Nationale des Chemins de fer belges est soumise à toutes les dispositions de loi du 31 juillet 1921 sur l'emploi des langues en matière administrative et des arrêtés royaux pris en exécution des articles 2, 5, 6 et 12 de la dite loi.

ART. 16.

Les tarifs seront réglés par le conseil d'administration. Néanmoins, le Gouvernement aura toujours le droit d'en exiger l'abaissement ou d'en interdire le relèvement.

ART. 14.

Zijn vrijgesteld van het zegel alsmede van de formaliteit der registratie :

1° *De oprichtingsakte van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen alsmede de akten tot wijziging der statuten ;*

2° *Al de akten betreffende de oprichting of de omvorming van deze maatschappij en de uitgifte van hare titels.*

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen is gelijkgesteld met den Staat voor de toepassing der wetten op de registratie-, zegel-, griffie-, hypotheek- en successierechten, op de met de zegelrechten gelijkgestelde taxes, alsmede op al de overige rechtstreeksche of onrechtstreeksche belastingen. Zij is vrijgesteld van alle belastingen of taxes ten bate van de provinciën en de gemeenten.

De bekendmaking, bij wege van den « Moniteur Belge » en diens bijlagen, van de akten bovengemelde maatschappij betreffende, geschiedt kosteloos.

ART. 15.

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen is onderworpen aan al de bepalingen van de wet van 31 Juli 1921 op het gebruik der talen in bestuurszaken en van de Koninklijke besluiten genomen tot uitvoering van de artikelen 2, 5, 6 en 12 van bedoelde wet.

ART. 16.

De tarieven worden vastgesteld door den Raad van beheer. De Regeering heeft echter steeds het recht om een verlaging van de tarieven te eischen of de verhooging er van te verbieden.

ART. 17.

Le Gouvernement règle la police et assure la sécurité des chemins de fer, conformément aux dispositions légales en vigueur.

ART. 18.

Seront soumises à l'approbation du Ministre ayant les chemins de fer dans ses attributions les délibérations du Conseil d'administration sur les objets suivants :

1° Les aliénations, acquisitions, échanges de biens ou de droits immobiliers, si la valeur dépasse *un million de francs* ;

2° Les contrats d'adjudication conclus pour un terme de plus de dix ans ou dont l'import atteint 500,000 francs et les marchés de gré à gré dont l'import atteint 200,000 francs.

Aucune extension du réseau ne pourra être entreprise et aucun emprunt ne pourra être contracté par la Société Nationale des Chemins de fer belges, si elle n'y est autorisée par une loi.

ART. 19.

Le bilan et le compte de profits et pertes seront, chaque année, communiqués aux Chambres, *après avoir été soumis à l'approbation de l'Assemblée générale*.

ART. 20.

La présente loi est exécutoire dès le jour de sa publication.

ART. 17.

De Regeering regelt de politie en zorgt voor de veiligheid op de spoorwegen overeenkomstig de van kracht zijnde wetsbepalingen.

ART. 18.

Aan de goedkeuring van den Minister, tot wiens bevoegdheid de spoorwegen behooren, worden voorgelegd de besluiten van den Raad van beheer betreffende :

1° Het vervreemden, aankooopen en ruilen van onroerende goederen of rechten, indien de waarde *één miljoen frank* overschrijdt ;

2° De contracten van aanbesteding, gesloten voor den tijd van meer dan tien jaar of waarvan het bedrag ten minste 500,000 frank beloopt en de koopovereenkomsten uit de hand, waarvan het bedrag ten minste 200,000 fr. beloopt.

De Nationale Maatschappij van Belgische spoorwegen kan geen uitbreiding van het net ondernemen en geen leening aangaan, indien zij daartoe niet bij een wet wordt gemachtigd.

ART. 19.

De balans en de winst- en verliesrekening worden ieder jaar aan de Kamers medegedeeld, *na vooraf aan de goedkeuring van de algemeene vergadering te zijn onderworpen*.

ART. 20.

Deze wet is uitvoerbaar van af den dag harer bekendmaking.